

Index AI : PRE01/341/2011
07 July 2011

Amnesty International exhorte le Pakistan à agir pour juguler l'escalade de la violence

Les autorités pakistanaises doivent mettre un terme à la multiplication des homicides ciblés à travers le pays, en rendant justice aux victimes et en amenant les auteurs présumés à rendre des comptes, a déclaré Amnesty International jeudi 7 juillet alors que circulent des informations faisant état de plus de 30 nouvelles morts survenues à Karachi au cours des deux derniers jours seulement.

Mardi 5 juillet, la Commission des droits humains du Pakistan a déclaré avoir recensé plus de 1 100 décès violents à Karachi pour la première moitié de l'année 2011. Quelque 490 d'entre eux sont le résultat d'homicides ciblés à caractère politique, ethnique ou religieux.

Ces chiffres n'incluent pas les 42 personnes tuées au cours de la première semaine du mois de juillet, l'une des périodes les plus violentes observées à Karachi cette année.

« L'augmentation alarmante du nombre d'homicides ciblés et la montée de l'insécurité au Pakistan ces deux dernières années sont le signe d'une grave crise du maintien de l'ordre dans le pays », a déclaré Sam Zarifi, directeur du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International.

« Même lorsque des enquêtes ont été ouvertes dans quelques cas médiatisés, elles ont laissé à désirer ou n'ont pas permis de régler les problèmes systémiques favorisant l'impunité. »

Ces homicides ciblés, en hausse depuis quelques années, ont été attribués aux forces de sécurité, à des groupes politiques et à des groupes armés non-étatiques.

Amnesty International a précédemment demandé aux autorités pakistanaises d'effectuer une enquête rigoureuse et impartiale sur plusieurs homicides ciblés imputés aux forces de sécurité et à des groupes armés non-étatiques.

Des membres des Rangers, une force paramilitaire, ont été filmés en train d'abattre Sarfaraz Shah, 25 ans, dans un parc de Karachi le mois dernier. En dépit d'informations selon lesquelles il était soupçonné d'avoir commis un vol à main armée, rien n'indique qu'il était armé au moment de sa mort.

Le Chief minister (Premier ministre) de la province du Sind a ordonné l'ouverture d'une enquête et suspendu un responsable de la police pour l'homicide de Sarfaraz Shah, mais de nombreux autres homicides attribués à des policiers pakistanais n'ont pas donné lieu à des enquêtes ou des poursuites dignes de ce nom. Les deux professionnels des médias ayant filmé l'événement sont entrés dans la clandestinité après avoir reçu des menaces de mort.

Homicides ciblés

Les autorités ont promis des enquêtes approfondies sur plusieurs homicides ciblés dont on a beaucoup

parlé au Pakistan cette année. Ceux-ci incluent l'assassinat de deux politiciens de premier plan – le ministre des Minorités, Shahbaz Bhatti, et le gouverneur du Punjab, Salman Taseer – tués en raison de leur opposition à des lois nationales controversées relatives au blasphème.

Si le tueur présumé de Salman Taseer a été traduit en justice, les poursuites semblent être au point mort. Certaines informations relayées par les médias indiquent que le ministère de l'Intérieur a identifié les possibles auteurs de l'assassinat de Shahbaz Bhatti, mais que la police a classé l'affaire faute de preuves selon elle.

Une enquête publique a également été ouverte sur l'enlèvement et le meurtre du journaliste Saleem Shahzad. Le risque qu'elle ne fasse pas toute la lumière sur l'implication présumée des services pakistanais de renseignement inspire de vives craintes. Saleem Shahzad lui-même a affirmé que des membres de l'Inter-Services Intelligence, le service de renseignement de l'armée pakistanaise, l'avaient menacé l'an dernier en raison de ses investigations sur des allégations selon lesquelles Al Qaïda avait infiltré l'armée.

Amnesty International a exhorté les autorités pakistanaises à passer à l'action et à rendre publiques les conclusions de ces enquêtes une fois celles-ci terminées. Les résultats d'une enquête approfondie sur la mort de cinq ressortissants étrangers semble-t-il tués par balle par les forces de sécurité à Quetta en mai n'ont pas encore été publiés.

« Les autorités et les partis politiques pakistanais doivent montrer l'exemple et veiller à la réalisation des droits fondamentaux de tous au Pakistan, en protégeant chacun du harcèlement, des actes d'intimidation et des homicides ciblés, et en traduisant en justice les auteurs présumés de ces atteintes au droit. Ils doivent faire comprendre que quelle que soit l'identité des auteurs de ces homicides, nul n'est au-dessus des lois », a conclu Sam Zarifi.